

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**

*Bureau de l'Environnement*

**ARRETE PREFECTORAL**

**du 12 octobre 2005**

**fixant des prescriptions complémentaires à la société MILLIPORE SAS à Molsheim  
au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2004 modifiant et complétant les prescriptions de l'arrêté du 10 février 1997 autorisant la société Millipore à exercer à Molsheim, des activités de fabrication de filtres industriels et codifiant l'ensemble des prescriptions réglementant le fonctionnement des installations de la société MILLIPORE SAS.
- VU la décision de la Mission Inter Services de l'Eau du Bas-Rhin, en date du 27 novembre 2000 relative à la méthodologie d'intervention et aux objectifs de dépollution à atteindre dans le cas de pollutions concernant les eaux souterraines, en application de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU le rapport d'étude détaillée des risques de pollution élaboré par le bureau d'étude OTE en août 2002,
- VU le compte rendu de contrôle trimestriel des eaux souterraines du bureau d'étude G.U.C de décembre 2004,
- VU le rapport du 13 juin 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 5 juillet 2005,
- VU les observations de l'exploitant en date du 25 août 2005 et du 30 septembre 2005,

**CONSIDÉRANT** les concentrations en fréon (18 000 µg/l) et en trichloréthylène (190 µg/l) relevées en PZ7,

**CONSIDÉRANT** l'incohérence de ces données, issue de l'autosurveillance du site, et les limites des panaches de pollution par le fréon et le trichloréthylène tels qu'ils ont été présentés en 2002 et sur la base duquel l'information des riverains et des maires d'Altorf, Dachstein et Molsheim a été conduite en 2002,

**CONSIDÉRANT** le doute existant, au vu des variations au cours de l'année du sens d'écoulement des eaux souterraines au droit du site et des derniers résultats d'autosurveillance, quant à l'orientation et à la surface du panache de pollution par du trichloréthylène et du fréon 113,

**CONSIDÉRANT** les interrogations que pose cette situation concernant la définition des sources de pollution, l'influence des lentilles d'argile présentes sur le site, le bon dimensionnement du dispositif de dépollution, l'adéquation du réseau de surveillance existant et la pertinence de l'information délivrée à la population et aux instances locales,

**CONSIDÉRANT** l'absence de volet "risque sanitaire" notamment relatif au dégazage des eaux souterraines dans l'étude détaillée des risques élaborée en 2002 alors que les récents résultats d'autosurveillance (décembre 2004) mettent en évidence des concentrations élevées en trichloréthylène (960 et 260 µg/l) à proximité des habitations les plus proches,

**CONSIDÉRANT** la présence de fréon 113 dans le fossé de la Hardt en aval éloigné du site Millipore et la nécessité de vérifier si un lien existe avec le site Millipore,

**APRÈS** communication à la société MILLIPORE SAS du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - CHAMP D'APPLICATION**

La société MILLIPORE SAS, ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse du siège social est B.P. 116, 67124 Molsheim Cedex est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour ce qui concerne son site de Molsheim.

### **Article 2 - DIAGNOSTIC APPROFONDI**

**Dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, un diagnostic approfondi du site sera effectué selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM.

A l'issue du diagnostic approfondi **et dans le même délai**, un rapport de synthèse sera transmis à l'inspection des installations classées, ce rapport de synthèse comportera notamment :

- une introduction rappelant notamment les raisons ayant conduit à mener ces investigations ;
- une coupe géologique du site et de la zone d'influence du panache de pollution ;
- une description du site, comprenant entre autres les conditions générales locales au moment des investigations, la localisation et l'identification des sources de pollution (reconnues), celles des cibles qui devraient être prises en considération pour les évaluations détaillées des risques, en particulier l'usage envisagé pour le site étudié et son environnement. Le schéma conceptuel (source, transfert, cible) sera ainsi précisé ;
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations, avec notamment :
  - une justification du choix des substances retenues pour la réalisation du diagnostic approfondi,
  - une description de la campagne d'investigations élaborée, par milieu,
  - les méthodes et techniques retenues, et les raisons du choix,
  - les précautions prises (risques pour les personnes, pour l'environnement) ;
- une description des travaux de terrain, en séparant les phases de prélèvement, de constitution des échantillons, de conditionnement, de transport, mais aussi en indiquant les éventuels incidents survenus au cours de ces étapes, et les précautions prises pour assurer l'intégrité des échantillons ;
- la chaîne analytique retenue (société en charge de l'échantillonnage, laboratoire d'analyses, éventuel prestataire, préparation, type d'analyses, mode d'étalonnage et nature des étalons, limites de dosabilité, degré de précision, ...) ;
- les résultats bruts obtenus (observations de terrain, résultats des analyses), par milieu étudié ;
- la justification du choix des cibles qui seront prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (homme, ressources en eau, écosystèmes, biens matériels) ;
- la détermination, par modélisation, de la zone de la nappe phréatique impactée par les substances provenant du site et leurs produits de dégradation à des valeurs supérieures ou égales aux valeurs de constats d'impact (VCI) eaux usage sensible. Le calage et la validation du modèle devront être exposés. Ils s'appuieront, en tant que de besoins, sur de nouveau point de mesure piézométrique.

### **Article 3 - EVALUATIONS DÉTAILLÉES DES RISQUES**

**Dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté devront être remis à l'inspection des installations classées les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération dans le diagnostic approfondi décrit dans l'article précédent.

Ces évaluations seront effectuées selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM, en développant tout particulièrement les points suivants :

- le choix des substances prises en considération,
- les données toxicologiques utilisées,
- la nature des sources d'exposition prises en considération (notamment dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine),
- le choix justifié des scénarios d'exposition retenus in fine,
- les raisons du choix du ou des modèles utilisés,
- les paramètres clés et les hypothèses de calcul dont découle le résultat,
- les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,
- les incertitudes inhérentes à chaque évaluation détaillée des risques de cibles.

#### **Article 4 - RÉHABILITATION DU SITE**

**Dans un délai de huit mois** à compter de la notification du présent arrêté, si les évaluations concluent sur un niveau de risque jugé inacceptable, il sera transmis à l'inspection des installations classées, selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM, un rapport définissant les objectifs de réhabilitation.

Cette définition des objectifs de réhabilitation devra comprendre une comparaison de ces objectifs avec les limites techniques des procédés de traitement en place ; avec les limites techniques et économiques des procédés de traitement supplémentaires dont la mise en oeuvre pourrait s'avérer nécessaire.

Le rapport comprendra notamment les points suivants :

- une évaluation des risques d'exposition des hommes et de contamination de l'environnement lors des phases ultérieures de réhabilitation du site, ainsi que les mesures préventives à adopter ;
- une évaluation des durées de traitement du site ;
- les éventuelles mesures complémentaires à apporter au site dans son état final. Il s'agit notamment des mesures de surveillance ou des restrictions d'usage à apporter ;
- une analyse générale des incertitudes.

#### **Article 5 - RÉSUMÉ NON TECHNIQUE**

**Dans un délai de huit mois** à compter de la notification du présent arrêté, il sera remis un résumé non technique des études citées précédemment, afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties.

Ce résumé comprendra notamment des conclusions et recommandations portant sur :

- la nécessité ou pas d'une réhabilitation,
- les objectifs de réhabilitation proposés,
- les éventuelles mesures complémentaires à apporter (notamment en terme de surveillance d'un ou l'autre milieu de transfert et/ou d'exposition),
- les éventuelles restrictions d'usage du fait des concentrations résiduelles à l'issue des travaux de dépollution.

## **Article 6 – INVENTAIRE DES PUIITS PRIVES**

Au regard des variations du sens d'écoulement des eaux souterraines, l'exploitant procède à **l'échéance du 30 novembre 2005** au recensement des puits privés susceptibles d'être concernés par l'extension du panache de pollution et à la réalisation d'analyses des eaux souterraines au droit de ces puits portant sur la liste de COHV annexée au présent arrêté, pH, conductivité et fréon 113.

## **Article 7 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

*Les prescriptions suivantes remplacent les prescriptions de l'article 18.1.5 de l'arrêté du 22 novembre 2004 :*

L'exploitant effectue une surveillance trimestrielle des eaux souterraines portant sur les paramètres pH, conductivité, Fréon 113 (1,1,2-trichloro-1,2,2-trifluoréthane), tétrachloroéthylène, trichloréthylène, cis 1,2-dichloroéthylène, trans 1,2- dichloroéthylène, chlorure de méthylène (ou dichlorométhane), 1,1-dichloroéthylène, chlorure de vinyle.

La surveillance est effectuée sur les piézomètres suivants (cf. plan ci-joint) : Pz2, Pz3, Pz5, Pz6, Pz7, Pz8 et Pz9, les puits privés recensés en application de l'article précédent et les nouveaux puits implantés pour les besoins de la modélisation du panache de pollution.

Le niveau piézométrique est systématiquement relevé. La carte d'écoulement de la nappe est mise à jour en fonction de ces relevés.

La cartographie du panache de pollution est actualisée annuellement.

Les résultats, synthétisés et commentés, sont transmis à la Drire, au BRGM à Lingolsheim, aux maires de MOLSHEIM, DACHSTEIN et ALTORF.

## **Article 8 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Molsheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **Article 9 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la société MILLIPORE SAS.

## **Article 10 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 11 – SANCTIONS**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

**Article 12 – EXECUTION - AMPLIATION**

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de Molsheim,
- les Maires de Molsheim, Dachstein et Altorf,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société MILLIPORE SAS.

**LE PRÉFET,**

**Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).